

International Affairs

N° 03 – MARS 2026

AUDIT ET ASSURANCE

Réforme de la réglementation en matière d'audit

Aucune nouveauté législative. La publication de décembre 2025 a été présentée lors de la dernière réunion du Sounding Board de Business Europe Accountancy Europe, en soulignant qu'il ne s'agit pas d'un document proposant des solutions concrètes, mais plutôt des aspects que doit prendre en compte le régulateur européen.

En ce qui concerne les *Audit Quality Indicators*, Accountancy Europe a répondu à la consultation du CEAOB ; toutefois, comme il ne s'agit pas d'une consultation publique, cette réponse n'est pas disponible sur son site Web.

Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité

En février 2026, Malte a [notifié des mesures](#) d'adoption de la CSRD comprenant deux textes réglementaires, la [transposition proprement dite](#) et

d'autres mesures qui modifient des textes associés. [L'Autriche](#) a également notifié récemment les mesures de transposition relatives aux pays tiers.

La France, quant à elle, a [publié un arrêté](#) (Arrêté du 5 mars 2026 - organisation de l'épreuve de durabilité pour l'enregistrement CAC Vert).pdf. Le décret du 5 mars 2026 modifie notamment la date de dépôt des dossiers des candidats et l'organisation matérielle de l'épreuve, désormais confiée à la Haute Autorité d'Audit (H2A).

Allègement des charges administratives

Directive Omnibus I

Comme nous l'avons déjà annoncé dans notre dernier numéro, la directive modifiant la CSRD et la CS3D a été publiée au JOUE.

[Directive \(UE\) 2026/470 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2026 modifiant les directives 2006/43/CE, 2013/34/UE, \(UE\) 2022/2464 et \(UE\) 2024/1760 quant à certaines exigences en matière de publication d'informations par les entreprises sur la durabilité et de diligence raisonnable des entreprises en matière de durabilité, \(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE\)](#) et la version consolidée des directives concernées est désormais disponible au JOUE :

- CSRD [2022/2464](#)
- Directive comptable [2013/34](#)
- Directive sur l'audit [2006/43](#)
- Directive sur le devoir de diligence [2024/1760](#)

[Directive déléguée 2023/2775](#) relative aux critères de détermination de la taille des entreprises

Dans le cadre de la transposition de la CSRD, Malte a notifié des mesures visant à adopter cette directive déléguée ; l'Espagne est donc actuellement le seul État membre de l'UE à ne pas avoir notifié sa transposition.

Small-mid caps (Omnibus IV) 2025/0130 (COD) - RGPD

Le Parlement européen a adopté en séance plénière le rapport [sur la proposition de règlement modifiant les règlements \(UE\) 2016/679, \(UE\) 2016/1036, \(UE\) 2016/1037, \(UE\) 2017/1129, \(UE\) 2023/1542 et \(UE\) 2024/573 concernant l'extension de certaines mesures de simplification aux petites et moyennes capitalisations](#), ce qui permet désormais d'entamer les trilogues. Le rapport a été adopté lors de la séance plénière du Parlement qui s'est déroulée du 9 au 12 mars ([accès au communiqué de presse](#)).

Omnibus numérique (Omnibus VII) COM (2025) 836 et 837

Aucun progrès n'a été réalisé concernant la proposition de règlement [2025/0360\(COD\)](#) par rapport à la proposition de règlement [2025/0359\(COD\)](#) relative à la mise en œuvre de mesures harmonisées en matière d'intelligence artificielle, le Conseil propose que, dans l'exercice des tâches de surveillance et d'application, il soit possible de recourir aux services d'experts externes et d'auditeurs, régis par le règlement 2022/2065 qui modifie cette norme. Quant au Parlement, le [rapport](#) sera voté lors de la séance du 26 mars.

À ce sujet, le Parlement a soulevé une question à laquelle la commission a répondu concernant le caractère suffisamment ambitieux de ce paquet législatif.

D'autres initiatives de simplification, englobent :

- [Une consultation](#) adressée à des groupes d'intérêt spécifiques sur les fonds de capital-risque, qui comprend une question relative à la réduction de la fréquence des audits des fonds de taille moyenne. La

période de consultation étant terminée, les réponses ne sont pas accessibles ; il n'existe qu'un résumé des réponses à la consultation publique, qui met en évidence la forte participation des associations professionnelles (de l'ordre de 44 %).

- [Une consultation publique](#) sur la simplification du prospectus. À l'issue de la période de consultation, seules 13 réponses ont été transmises, dans lesquelles :
 - L'AFME demande des modifications concernant la présentation des informations financières auditées dans une annexe au prospectus.
 - EuropeanIssuers soutient l'intégration d'informations par référence, par exemple aux états financiers audités.
 - Le German Banking Industry Committee demande la suppression du refus automatique d'approbation du prospectus à l'expiration du délai fixé par les autorités, lorsque les retards sont dus à des causes indépendantes de la volonté de l'entité, et cite en exemple les auditeurs.
- [Demande de données](#) pour la future directive fiscale Omnibus. Le délai expire le 30 mars prochain, mais certaines réponses ont déjà été reçues.
- **Simplification dans le domaine de l'environnement.** [Simplification of administrative burdens in environmental legislation](#) concerne de nombreux textes réglementaires visant à simplifier les procédures et les exigences en matière d'information. Elle comprend :
 - Proposition de règlement COM(2025) 981 modifiant les règlements (UE) 2023/1542 (relatif aux piles et batteries ainsi qu'à leurs déchets) et (UE) 2024/1244 (relatif à la notification des données environnementales provenant des installations industrielles).
 - Proposition de directive COM(2025) 985 modifiant la directive 2007/2 en ce qui concerne la simplification de certaines exigences relatives à la mise en place de l'infrastructure d'information spatiale dans l'Union.
 - Proposition de règlement COM(2025) 982 suspendant l'application des règles relatives à la désignation d'un représentant autorisé aux fins de la responsabilité élargie du

producteur en ce qui concerne les piles et accumulateurs ainsi que leurs déchets, et les emballages et déchets d'emballages.

- Proposition de règlement COM(2025) 984 relative à la simplification des évaluations environnementales.

À ce sujet, le Parlement a posé une [question à laquelle la Commission a répondu](#), demandant si la compétitivité et la modélisation économique justifiaient le paquet « Omnibus » environnemental, et invoquant l'absence d'une analyse d'impact sur la proposition.

Investissements privés dans les cabinets d'audit

DG FISMA a lancé une consultation sur la sortie des fonds de capital privé dans le cadre de l'Union de la SIU (Savings and Investments Union) afin d'analyser les moyens possibles d'aider au financement des start-ups et des scale-ups ([lien](#)). Elle ne concerne pas les cabinets d'audit ni les services professionnels, mais soulève néanmoins certaines questions à examiner.

De son côté, **l'IFAC** a publié un rapport intitulé « [Private Equity Investment in Accountancy: IFAC Releases Research and Online Resource](#) », dans lequel sont analysées les transactions identifiées et leur destination.

À la suite de cette publication, nous avons vu de nombreux articles sur ce sujet, notamment aux Pays-Bas :

- [Les acquisitions dans le secteur de l'expertise comptable sont désormais principalement financées par des capitaux privés](#) comprenant un [baromètre des acquisitions](#) à télécharger gratuitement.
- Ronald Hoeksel, directeur général de Baker Tilly Pays-Bas, [estime que les craintes liées à une association avec des investisseurs privés dans le secteur de l'expertise comptable ne sont pas toujours justifiées](#).
- [Le géant du capital-investissement EQT investit 500 millions de dollars dans son concurrent fiscal continental, l'un des « Big Four »](#).
- [Top 50 firm announces new majority private-equity investment](#).

Suivi des initiatives liées à l'audit et à l'assurance dans d'autres pays

Tous les textes figurant dans cette section sont dans leur langue d'origine.

Italie

- Préserver le conseil en droit du travail dans le cadre de la réforme du système juridique ([article](#)). D'après ce qui ressort de l'article, une réforme est en cours qui exclurait de la catégorie professionnelle certaines activités exercées par les DCEC.

France

- **La CNCC** a publié une Charte d'utilisation de l'intelligence artificielle générative. L'accès est restreint, mais un [document similaire](#) est disponible sur le site web de **l'Ordre des Experts-comptables**.
- **H2A** [Plan d'orientation 2024-2026](#) et programme de travail 2026 des commissions de normalisation.
- **CNCC** Intelligence artificielle. [Fiches de bonnes pratiques](#).
- **CNCC** : [mise à jour du code de déontologie](#) incluant les nouveautés du [décret du 11 mars](#) relatif aux missions d'assurance en matière de durabilité.
- [Communiqué de la CNCC](#) – Situation au Moyen-Orient – Incidence sur les audits et les rapports du commissaire aux comptes.

Allemagne

- **IDW** : [Rapport de l'auditeur – Description des responsabilités de l'auditeur : nouvelles adresses Web disponibles](#).
- **IDW** : [Note technique](#) sur l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur la comptabilité et l'audit.
- [Note de conseil](#) de **l'IDW** : l'introduction de l'intelligence artificielle générative dans l'entreprise.
- IDW EQMS 1 et IDW EQMS 2 : [projets des nouvelles normes](#) de gestion de la qualité de **l'IDW**.

Pays-Bas

- **L'AFM** propose quatre piliers pour une « approche solide » de la garantie de la qualité des rapports CSRD par les comptables ([article sur Accountant.nl](#)).
- **L'AFM** enquête sur la politique de rémunération des cabinets d'audit ([commentaire de la NBA](#)).

Royaume-Uni

- **FRC** [lance une consultation sur une modification temporaire](#) des règles relatives aux auditeurs de pays tiers afin d'attirer les investissements chinois.

États-Unis

- **AS 2101: Audit Planning (effective on 12/15/2026)** ([lien](#)).
- **AS 1215: Audit Documentation (effective on 12/15/2026)** ([lien](#)).
- **AS 2315: Audit Sampling (effective on 12/15/2026)** ([lien](#)).

Autres actualités en matière d'audit et d'assurance

- **IOSCO** : [nouvelle présidente du Monitoring Group](#) issue de la SEC.
- **Article** : Pricing in the digital age. [How technology can help accountants make pricing decisions | Acuity](#).
- Le **PIOB** a ouvert jusqu'au 3 mai 2026, les candidatures pour rejoindre [l'IAASB](#) et [l'IESBA](#), pour une prise de fonction à compter du 1^{er} janvier 2027.
- **CEAOB** : [les 10 et 11 mars 2026 – résumé](#) des conclusions.
- **AcE 6th Anti-Money Laundering Directive (6AMLD)** [Key issues for accountancy professionals](#).

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

En matière de développement durable

ESRS et VSME

L'EFRAG a publié une [carte interactive](#) du projet d'ESRS.

En ce qui concerne les ESRS, le débat porte sur la question de la connectivité, en particulier entre les IFRS et les ESRS. À ce sujet, le 18, lors de la dernière audition périodique de l'IFRS devant le comité d'ECON du Parlement européen, Emmanuel Faber, président de l'ISSB, a souligné que ce qu'il faut, ce n'est pas une interopérabilité entre les deux normes, mais la possibilité de se conformer aux deux normes à l'aide d'un seul rapport. Vous pouvez consulter son intervention en cliquant sur le [lien](#) suivant.

[Sustainability reporting standard for voluntary use](#) : annonce de l'initiative européenne relative à l'adoption des VSME.

Par ailleurs, l'**EFRAG** [invite les entreprises](#) ayant publié un rapport de développement durable selon les VSME à le partager.

Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM)

- [Question avec réponse écrite](#) : Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) axée sur les effets sur le secteur agricole et le coût des engrais.
- [Annonce de la DG Douanes](#) : First CBAM Certificate price to be published on 7 April.
- **La France** a informé le Conseil de sa proposition visant à introduire des modifications spécifiques dans le **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** afin de tenir compte de la situation particulière des régions ultrapériphériques de l'UE. [Informations de la France sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.](#)

Autres

- **ACE** : [Clarifying and consolidating EU Taxonomy FAQ.](#)

- La Commission [lance une consultation](#) sur la révision des critères applicables aux activités économiques.
- [Analyse](#) pour le Parlement européen concernant les informations sur la durabilité dans le secteur financier.
- Un article indique que les entreprises européennes choisissent souvent de continuer à publier des rapports de durabilité, malgré la suppression de l'obligation de reporting prévue par le paquet « Omnibus » de simplification de l'UE. C'est ce qui ressort d'une [étude](#) de la plateforme de durabilité Osapiens. En effet, 90 % des entreprises ne relevant pas du champ d'application de la CSRD indiquent qu'elles maintiendront, voire étendront, leurs activités de reporting. Et près de 89 % prévoient d'investir davantage dans les outils et l'automatisation du reporting en matière de durabilité au cours des douze prochains mois. « *Beyond Compliance: Sustainability Reporting After the Omnibus* » s'appuie sur une enquête réalisée entre décembre 2025 et janvier 2026. Au total, 403 hauts responsables de la prise de décision issus d'entreprises comptant plus de mille employés au Royaume-Uni (100), dans la région DACH (100), au Benelux (101) et en France (102) y ont participé.
- [Rectificatif de la version espagnole de la directive \(UE\) 2024/1760](#) du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024, relative au devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937 et le règlement (UE) 2023/2859.

En matière d'information financière

- **[Règlement délégué \(UE\) 2026/283 de la Commission](#)** du 12 décembre 2025, modifiant les normes techniques de réglementation établies dans le règlement délégué (UE) 2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2025 de la taxonomie pour le format électronique unique de présentation des informations.
- **ESMA : [Statement on Reshaping performance: Implementation of IFRS 18 Presentation and Disclosure in Financial Statements](#)**. Il s'agit d'un document comprenant une foire aux questions, une présentation et une déclaration sur les implications pour les entreprises et les

auditeurs, étant donné que la norme s'appliquera de manière rétroactive et nécessitera la reformulation des chiffres comparatifs.

- **ESMA** : [nouvelles questions-réponses disponibles](#). Elles comprennent :
 - **Transparency Directive**
 - NewQ&A (effective from 1 January 2027):
 - [Q&A on the interaction of IFRS 18 & APMs Guidelines \(2775\)](#).
 - Updated Q&As (amendments effective from 1 January 2027):
 - [Measures presented simultaneously inside and outside financial statements \(1868\)](#).
 - [Interim financial statements \(1874\)](#).
 - [Concept of prominence \(1875\)](#)
 - [Definition of an APM \(1877\)](#)
- **Accounting Regulatory Committee**, ordre du jour de la réunion du 3 mars abordant principalement le projet d'atténuation des risques et les modifications apportées à la norme IAS 28 ([lien](#)) sur lesquelles l'**EFRAG** a publié son [projet de lettre de commentaires](#).
- **EFRAG** [Feedback Statement](#) on Post-Implementation Review of IFRS 16 *Leases*.

AUTRES SUJETS

Consultation sur l'amélioration de la portabilité des qualifications professionnelles

La Commission européenne a publié un [rapport sur la mise en œuvre de la directive relative aux qualifications professionnelles](#). Bien qu'il ne fasse pas explicitement référence aux professionnels de la comptabilité, il mentionne certaines mesures qui pourraient être adoptées pour améliorer la mobilité en général.

États-Unis – AICPA Accounting Bodies for United States, Canada and Mexico conviennent d'améliorer leur accord sur la reconnaissance mutuelle ([lien](#)).

^{28th} Régime

La Commission européenne a rendu publique sa proposition de régime européen commun, connu sous le nom de « *28th regime* », dont l'objectif est de permettre aux entreprises innovantes d'opérer dans le cadre d'une réglementation harmonisée couvrant les aspects liés à la fiscalité, à l'insolvabilité, au droit commercial et au droit fiscal, afin de leur permettre de se développer au sein de l'UE. La proposition, qui garantit aux entreprises la possibilité d'étendre leur champ d'action à l'ensemble de l'UE grâce à une procédure rapide et économique leur permettant d'accéder à des financements et d'opérer sans difficulté au sein de l'UE pour tout ce qui concerne leurs activités, doit encore faire l'objet d'une analyse approfondie.

L'objectif est qu'une entreprise établie dans un pays de l'UE puisse tirer pleinement parti de tout ce que lui offre le marché unique européen.

- Le Parlement et la Commission [actualisent le MoU](#) relatif à leurs relations afin d'éviter que cette dernière ne recoure à des procédures d'urgence et qu'elle soit tenue d'expliquer de façon plus précise au Parlement européen ses actions et les mesures prises pour répondre aux exigences.
- [Accord au sein de la commission JURI](#) visant à entériner l'accord conclu lors des trilogues sur l'harmonisation des règles en matière d'insolvabilité.
- Lutter contre la pénurie de compétences : le [Conseil adopte une recommandation](#) sur le capital humain.
- [Conclusions du Conseil](#) passant en revue les thèmes prioritaires, par exemple, exhortant la CE à étendre les mesures de simplification, à réviser l'acquis communautaire et à supprimer les règles obsolètes ou redondantes, ou encore à améliorer la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

Nous avons assisté aux réunions de :

- **Accountancy Europe** : en incluant les réunions du comité exécutif et une réunion du forum de coordination entre les membres.
- **Business Europe** : réunion du Sounding Board.

Nous avons été informés de l'organisation des événements suivants :

- Annonce du prochain [World Congress of Accountants 2026](#) à **Séoul, en Corée du Sud**. Placé sous le thème « *Together for a Connected Tomorrow* », il se tiendra en novembre de cette année. Réservé aux organismes membres de l'IFAC.

Vous pouvez consulter les numéros précédents en cliquant sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Institut des commissaires aux comptes d'Espagne

www.icjce.es

